

Livre Vert de l'UE: « La politique de développement de l'UE en faveur de la croissance inclusive et du développement durable – Accroître l'impact de la politique de développement de l'Union européenne »

9 commentaires du Centre National de Coopération au Développement- 11 11 11

1- La croissance n'est pas le développement.

Même si elle est qualifiée d'inclusive, la croissance économique est présentée par le document comme la clé du développement. Cette affirmation va de pair avec un appel à accroître un environnement favorable aux entreprises et aux investissements. Or, nous considérons que le développement doit avant tout se baser sur une juste répartition des richesses et sur une lutte structurée contre les inégalités. La pauvreté est grande dans certains pays à forte croissance tandis que des pays à croissance plus faible parviennent parfois à de meilleurs résultats dans leurs engagements pour lutter contre la pauvreté. Il faudrait dès lors une analyse plus poussée des diverses stratégies de croissance existantes en fonction de leur contribution réelle à la lutte contre la pauvreté et conditionner l'appui au secteur privé à sa participation à une meilleure répartition des richesses.

2- Le commerce et sa libéralisation ne sont pas une panacée

Le lien positif établi par le livre vert entre libéralisation des échanges commerciaux, en vue de favoriser l'intégration des pays du Sud dans le marché mondial, et leur développement est loin de se confirmer dans les faits. Nous considérons que les pays du Sud doivent pouvoir préserver des espaces propres de définition de leurs politiques économiques et protéger leurs marchés lorsqu'ils l'estiment nécessaire. Le commerce ne peut être un réel levier pour le développement que s'il renforce la création de marchés régionaux centrés sur les besoins des populations et s'accompagne de politiques assurant une juste répartition de ses fruits.

3- Cohérence et coordination de l'aide

Les efforts de l'Union européenne pour mieux coordonner son aide avec celle de ses Etats membres et d'autres bailleurs de fonds est louable et doit être poursuivie. Mais nous constatons que le travail entrepris en vue d'assurer la cohérence de toutes les politiques européennes en faveur d'un développement durable reste insuffisant. Le livre vert devrait développer des mesures nouvelles pour promouvoir cette cohérence. Il faut dépasser le stade des études et des évaluations, même si elles restent nécessaires, pour proposer des actions concrètes et mieux associer les Etats et Sociétés civiles du Sud à ces politiques. La mise en place d'un indice de cohérence dans les documents de stratégie par pays/régions serait un pas important.

4-Gouvernance

La promotion de la gouvernance par des mesures incitatives (et non coercitives) doit faire l'objet de consultations plus approfondies avec les pays partenaires et leur société civile. Nous constatons que le concept de gouvernance est trop souvent influencé par les visions et intérêts européens. Or, Il ne doit pas servir à imposer des politiques (par exemple en matières économiques ou migratoires) qui ne répondent pas aux intérêts des populations du Sud. Par ailleurs, la gouvernance sera d'autant plus facilement débattue avec les partenaires du Sud que l'Union européenne acceptera de discuter avec eux de sa propre gouvernance, notamment en matière de gestion de l'aide.

5- Migrations

L'UE doit découpler l'aide au développement de toute velléité d'imposer ou de contrôler les politiques migratoires des pays partenaires car ce lien pervertit l'aide et suscite de graves violations des Droits humains. Il faut par contre optimiser l'impact des migrations sur le développement au Sud. Ceci implique de favoriser la circulation et l'intégration des migrants dans des circuits de formation susceptibles de renforcer des capacités à mettre au service du développement et de refuser toute politique de migrations sélectives visant à attirer durablement en Europe les compétences existant dans le Sud

6- Travail décent

Nous estimons que le « livre vert » met insuffisamment l'accent sur la création d'emplois décents et sur le développement d'une couverture universelle en matière de sécurité sociale. Il devrait ainsi s'appuyer sur les changements opérés par les NU en 2008 dans le cadre des Objectifs du Millénaire (OMD1, 1B) qui donnent au travail décent un rôle essentiel pour réduire la pauvreté. Il devrait aussi souligner le plus possible la COM 2006 de la CE sur le travail décent et son contenu ainsi que faire référence plus concrètement au cadre multilatéral de l'OIT et à ses textes fondamentaux en la matière (Déclaration de Philadelphie 1944, Déclaration sur les principes de droits fondamentaux 1998, et le pacte mondial pour l'emploi) Comme outils visant à combattre les inégalités, la création de n'importe quel type d'emplois ne suffit pas. Il faut que ces emplois renforcent les droits économiques et sociaux des populations. Il faut aussi promouvoir l'accès à la sécurité sociale des secteurs les plus défavorisés, notamment dans l'économie informelle.

7- Energie

Le « livre vert » mise essentiellement sur le secteur privé pour en assurer l'approvisionnement. De nombreuses études montrent cependant les lacunes des partenariats « public – privé » souvent mis en œuvre au détriment du coût des énergies et de l'accès des secteurs les plus défavorisés à celles-ci. Nous estimons que l'aide européenne devrait plutôt renforcer des partenariats entre les Etats et les communautés locales et encadrer le rôle des acteurs privés par un cahier des charges garantissant l'accès universel aux énergies et le respect de l'environnement.

8- Changement climatique

Les mesures de lutte contre le changement climatique doivent se financer sur des enveloppes autres que l'aide au développement tout en s'appuyant sur la lutte pour un développement durable et équitable. La cohérence entre ces politiques est fondamentale : l'aide au développement et les mesures de lutte contre les changements climatiques ne doivent pas se contredire mais se renforcer.

9- Agriculture et sécurité alimentaire

Si le « Livre vert » reconnaît l'importance de soutenir l'agriculture durable, il ne souligne pas assez le droit de chaque pays ou région de décider de sa propre politique agricole afin de couvrir ses besoins alimentaires. Il ne donne pas encore assez la priorité à l'agriculture paysanne et ne prévoit pas d'y orienter massivement ses financements. Il ne prévoit pas le renforcement des organisations paysannes. Il continue de prévoir le soutien à la mise aux normes sanitaires trop souvent utilisée pour soutenir les cultures d'exportations qui ne sont pas la priorité. Il ne prévoit pas de renforcer la cohérence de la PAC en renforçant sa gestion de l'offre pourtant seule à même de limiter les exportations dommageables.